



Le Syndicat National de l'Administration
Scolaire Universitaire et des Bibliothèques

Collèges, lycées, EREA, rectorats, DSDEN, CIO,
établissements d'enseignement supérieur,
Canopé, CNED, CROUS, ONISEP, laboratoires,
bibliothèques, Jeunesse et sports...



RÉFORME DES RETRAITES **Retrait du projet de réforme gouvernemental !** **NON à la retraite à 64 ans** **et à l'allongement de la durée de cotisation !**

LE 7 MARS, TOUTES et TOUS DANS LA RUE !
À l'appel de l'intersyndicale,
« Mettons la France à l'arrêt ! »

LE 8 MARS, TOUTES et TOUS DANS LA RUE AUSSI !
À l'appel des organisations féministes
et de l'intersyndicale, GRÈVE FÉMINISTE !

Une mobilisation exceptionnelle !

Les grèves et manifestations des mois de janvier et février ont montré l'opposition majoritaire des citoyen·nes en général et des salarié·es en particulier au report de l'âge légal de la retraite à 64 ans. Les sondages d'opinion indiquent que près de 7 interrogé·es sur 10 sont favorables au retrait de la réforme.

Un passage en force gouvernemental !

La courte phase de discussion à l'Assemblée nationale est contestée à 55% par la population qui considère que le gouvernement est avant tout responsable des tensions parce qu'il n'a pas laissé le temps nécessaire à l'examen du texte. Précisons que le gouvernement a usé d'une astuce (introduire des éléments de réforme dans une loi budgétaire rectificative) pour précipiter des mesures qui auraient dû faire l'objet d'une discussion parlementaire plus longue avec une loi ordinaire.

Pour gagner, une mobilisation massive, intense, déterminée est nécessaire !

Le SNASUB-FSU appelle les personnels administratifs, ITRF et des Bibliothèques à se réunir localement et à définir les moyens d'actions pour imposer les revendications et à faire grève le mardi 7 mars, le mercredi 8 mars et au-delà, partout où cela sera possible.

Nous appelons à participer aux manifestations, aux caisses de grève et à toutes les actions qui seront proposées localement pour faire entendre notre voix parmi la mobilisation unitaire interprofessionnelle.

TOUTES et TOUS ENSEMBLE pour gagner le retrait du projet de loi gouvernemental !

Le mythe du 1200€ minimum pour tous...

En réalité, la réforme ne contient pas de mesure garantissant un minimum de pension à 1200€ mais seulement une revalorisation de certaines petites pensions, sous certaines conditions, restreintes.

Si la réforme s'applique, 25 à 30% des retraité·es – et environ 40% des femmes retraitées (et 15% des hommes retraités) – recevront une pension inférieure à 1200€ bruts, du fait de carrières hachées ou incomplètes.

Un âge de départ qui compromet des années en retraite en bonne santé...

L'espérance de vie en bonne santé n'est que de 64,1 ans en moyenne pour les femmes et de 62,7 ans pour les hommes.

En moyenne, les personnels de la filière ITRF partent à la retraite à 62,5 ans et les personnels administratifs à 62,7 ans. Si les collègues doivent partir à 64 ans, elles et ils seront donc moins en mesure de profiter pleinement de leurs années sans souffrir d'incapacité dans les gestes de la vie quotidienne.

L'argent existe pour financer le progrès social, NON à la régression sociale annoncée...

Les moyens de financement existent pourtant pour sauvegarder et améliorer le système de retraite par répartition, notamment pour faire face à l'accroissement prévu du nombre de retraité·es en rapport avec le nombre des actifs-ves...

Nous avons cependant pu constater que la discussion sur ces moyens de financement alternatifs – dans le débat public comme à l'Assemblée nationale – a été d'emblée rejetée par le gouvernement, tout occupé qu'il est à privilégier les aides publiques (en dizaines de milliards d'euros) directes ou indirectes aux entreprises, sans contrepartie.

Tout occupé qu'il est, aussi, à réduire la fiscalité des plus riches par la suppression de l'ISF et la mise en œuvre d'une *Flat Tax*.



Nous revendiquons une autre répartition des richesses qui permette de financer :

- Le droit à la retraite dès 60 ans à taux plein pour 150 trimestres cotisés (37,5 années de cotisation) ;
- La prise en compte des carrières longues et des métiers dits pénibles ;
- La disparition du système de décote/surcote ;
- L'intégration de la totalité des régimes indemnitaires dans les grilles indiciaires revalorisées ;
- L'indexation des salaires sur l'inflation ;
- Pas de pensions inférieures au SMIC revalorisé.



Ensemble, le 7 mars, mettons la France à l'arrêt !

Les organisations syndicales et de jeunesse saluent la mobilisation de ces millions de travailleurs.euses, jeunes, retraité.e.s qui, depuis le 19 janvier, expriment leur opposition à cette réforme des retraites. Ils et elles sont déterminé.e.s à empêcher le recul de l'âge légal à 64 ans et l'allongement du nombre de trimestres, ce qui aurait pour effet de faire aussi baisser plus rapidement leurs pensions.

Malgré la propagande du gouvernement qui ne convainc pas du bien-fondé de sa réforme, l'écrasante majorité de la population comme 90% des salarié.e.s font preuve de « *bon sens* » et rejettent cette réforme brutale, inacceptable et inutile.

En opposition à ce projet de réforme des retraites, l'unité des organisations syndicales a construit un mouvement social solide, déterminé, ancré dans le paysage social de tout le pays. Il révèle également l'inquiétude face à la désertification des territoires, le manque de services publics, les incertitudes en matière d'emploi, de salaires et de pouvoir d'achat.

En complément de ces manifestations, c'est plus d'un million de personnes qui ont signé et diffusent la pétition en ligne proposée par les organisations syndicales. Cette opposition à la réforme touche désormais toutes les strates de la population.

Malgré cela, le gouvernement et le président de la République restent sourds et dégradent la cohésion sociale du pays en refusant toujours de retirer ce projet injuste.

C'est pourquoi, comme annoncé lors du précédent communiqué le 11 février, l'intersyndicale réaffirme sa détermination pour mettre la France à l'arrêt le 7 mars prochain en appelant les travailleurs.euses à participer massivement aux manifestations et à se déclarer en grève.

Les organisations syndicales professionnelles et de jeunesse continuent leurs actions d'information et de conviction pour élargir encore le mouvement social. Le 7 mars doit être une véritable journée morte dans les entreprises, les administrations, les services, les commerces, les écoles, les lieux d'études, les transports...

Pour y parvenir, elles organisent partout régulièrement de nombreuses initiatives publiques sur les lieux de vie et appellent la population à y participer.

Elles interpellent localement les parlementaires sur la base du courrier commun qui leur a été adressé, pour qu'ils votent contre cette réforme.

Elles se saisissent du 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, pour rendre visibles les conséquences particulièrement graves de ce projet pour elles.

Elles agissent avec les organisations de jeunesse qui militent sur leurs lieux d'études pour élargir encore le rejet de cette réforme des retraites particulièrement injuste. Elles soutiennent aussi leur mobilisation du 9 mars pour améliorer notamment le système des bourses d'études.

Ensemble, dès le 7 mars, mettons un coup d'arrêt à ce projet de réforme des retraites inacceptable.

Paris, le 21 février 2023

Grandes gagnantes : le retour

Le 8 mars, ce n'est ni la fête des mères, ni la fête des femmes, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes.

Nous appelons à la grève féministe en solidarité avec nos sœurs du monde entier, notamment iraniennes, afghanes et kurdes qui subissent une remise en cause de leurs droits fondamentaux et qui payent parfois de leur vie leur résistance acharnée à l'oppression. Nous soutenons nos sœurs ukrainiennes confrontées à une guerre cruelle et meurtrière dont un grand nombre vit en exil ou ont à affronter la peur des bombardements et les exactions des soldats russes. Nous soutenons nos sœurs féministes russes qui manifestent contre ces menées militaristes au prix souvent de leur liberté.

Nous appelons à la grève féministe pour gagner l'égalité au travail et dans nos vies, pour garantir notre indépendance économique.

En France, le gouvernement s'attaque de nouveau et frontalement aux femmes avec une réforme des retraites, qui va les percuter de plein fouet. Au cœur de la lutte contre cette réforme, le 8 mars est l'occasion de mettre sur le devant de la scène la situation et les revendications des femmes et d'amplifier la mobilisation. Le 8 mars 2020 a été la dernière manifestation avant l'enterrement de la réforme des retraites à points ! Faisons du 8 mars 2023 celui du retrait de cette nouvelle réforme de régression sociale majeure. Ensemble, nous gagnerons !

Toujours payées un quart en moins, concentrées sur les emplois moins bien rémunérés et à temps partiels, les femmes sont de plus en plus nombreuses à ne pas pouvoir boucler les fins de mois. Au lieu de sanctionner les entreprises qui discriminent, au lieu d'augmenter les salaires et les pensions, de lutter contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes, ce gouvernement et le patronat veulent imposer une réforme des retraites violente et injuste. Contraintes par des salaires plus faibles et des carrières plus courtes du fait de la prise en charge des enfants et des aînés, nous touchons déjà aujourd'hui une pension en moyenne inférieure de 40% à celle des hommes. Reporter encore l'âge de départ, alors que nous sommes nombreuses à partir en retraite avec une carrière incomplète dégradera encore notre situation. Nous refusons de travailler plus pour gagner moins ! Au contraire, mener des politiques volontaristes pour l'égalité des salaires et des taux d'emploi procurerait des cotisations supplémentaires supérieures au déficit invoqué par le gouvernement pour justifier la réforme des retraites.

Handicapées, nous subissons d'autant plus les violences sexistes, y compris sexuelles, qu'elles soient privées, institutionnelles, médicales, ou économiques. Nous ne voulons plus être invisibles, privées de nos droits à l'auto-détermination, à l'éducation, à l'autonomie, à l'emploi, aux soins, et à la procréation pour celles souhaitant devenir mère. Nous voulons notre indépendance économique, l'accessibilité universelle de l'ensemble de l'espace public, des logements, des écoles et lieux de formations, professionnels ou de loisirs.

Travailleuses sans papier, nous voulons être déclarées et pouvoir cotiser. Pas question, comme le fait le projet de loi asile immigration, de donner les pleins pouvoirs aux patrons pour décider de notre régularisation !

Privées d'emploi, nous ne voulons pas que la durée de notre indemnisation, comme le prévoit désormais la loi, dépende des aléas de la conjoncture économique.

Nous refusons de subir les effets du projet de loi sur le logement Kasbarian-Bergé actuellement en discussion qui criminalise les locataires et occupantes précaires mises dans l'illégalité en accélérant les mises à la rue, précarisant encore davantage celles qui subissent des violences et des inégalités.

Nous appelons à la grève féministe pour défendre le droit à l'avortement toujours menacé ou criminalisé dans le monde. En France, ce droit doit être inscrit dans la Constitution ! Il doit aussi être effectif sur l'ensemble du territoire avec le maintien et la réouverture de maternités et hôpitaux de proximité.

#MeToo a mis en lumière que les violences contre les femmes et les filles étaient partout. Nous voulons enfin en tous lieux être respectées et 2 milliards pour l'accompagnement des victimes, la mise en œuvre des politiques de prévention pour assurer la fin des violences sexistes et sexuelles. Nous en avons assez de l'impunité des agresseurs ! Nous voulons une réelle solidarité avec les victimes ! Nous voulons que les lois existantes soient complétées et appliquées !

De bons salaires, de bonnes retraites, c'est la garantie de notre indépendance économique. Pas question, de dépendre de nos pères, de nos conjoints ou de toute forme de patriarcat !

Nous voulons du temps pour vivre, un vrai partage des tâches domestiques et parentales, une réduction du temps de travail pour toutes ! Nous voulons des services publics pour socialiser ces tâches et prendre en charge nos enfants et nos parents !

Nous voulons avoir les moyens de faire nos choix de vie et de vivre librement notre orientation sexuelle et nos identités. Nous voulons mettre fin aux attaques et discriminations misogynes, racistes et LGBTQIaphobes. Celles-ci sont relayées par les discours de l'extrême droite dont l'ADN est la haine de l'« autre ».

Nous voulons une éducation non sexiste, la mise en place effective d'une éducation à la sexualité et au consentement, la fin des stéréotypes dans les manuels scolaires et une orientation scolaire et professionnelle non genrée.

Le 8 mars, on s'arrête toutes et on manifeste. On fait la grève féministe.

On montre la solidarité et la force des femmes. Le 8 mars, on grève, on débraye, on agit. Faisons du bruit à 15h40, heure à laquelle chaque jour les femmes arrêtent d'être payées. Le 8 mars, toutes ensemble, on envahit les rues contre la réforme des retraites, pour l'augmentation des salaires, contre les violences sexistes et sexuelles et en solidarité internationale avec les femmes du monde entier.

Ras le bol du patriarcat !

